

Les Droits Humains

Racontés aux enfants
Roman-photo

Un projet dirigé par Valérie Baeriswyl



Création d'un roman-photo

Suite à l'appel à projet "**Les Droits Humains racontés aux enfants**", lancé par **FOKAL** en octobre 2017, j'ai eu l'idée d'organiser un atelier roman-photo où la photographie servirait de vecteur d'apprentissage du contenu de la Déclaration Universelle des Droits Humains pour des enfants de 11 à 13 ans. Par le biais de courtes histoires en images, la compréhension des Droits Humains pour les enfants devient plus accessible et ludique.

En effet, les objectifs du projet étaient de participer à la vulgarisation des Droits Humains pour que des enfants puissent mieux les comprendre, saisir leurs enjeux et les revendiquer. Je voulais leur transmettre l'envie de raconter une histoire. Je serais ravie, si en plus de la réalisation de ce roman-photo, nous avons pu susciter, au cours des ateliers, des vocations pour des secteurs d'activités tels que le droit, l'écriture ou encore la photographie.

Le projet s'est déroulé en deux phases dans deux écoles.

Tout d'abord, les trente enfants de la classe 7e AF 2017-2018 du Collège Les Oliviers ont

été les principaux auteurs et protagonistes des histoires et des photographies durant l'année 2018. Puis, nous avons continué exactement de la même manière ce projet avec la classe de 8e AF 2018-2019 du Grand Collège l'Humanisme, à Tabarre pendant l'année scolaire 2019. Avec cette classe qui compte quinze élèves nous avons écrit d'autres histoires avec les articles de la Déclaration Universelle des Droits Humains que nous n'avions pas encore illustré à Delmas.

Les prises de vues ont eu lieu dans l'enceinte des écoles. Nous avons débuté avec l'écriture d'histoires qu'ils allaient ensuite mettre en scène. Mais avant ça, les élèves ont reçu un cours de photographie basique, et ils ont appris à faire de la mise en récit (storytelling). Puis, ils ont appliqué ce qu'ils avaient imaginé avec un petit appareil photo en main. Les élèves des deux écoles ont tous été à tour de rôle devant et derrière l'objectif.

Le souhait, avec ce roman-photo, est d'inspirer d'autres personnes qui seront amenées à découvrir ce travail et à agir en faveur de la promotion des Droits Humains et qu'elles soient plus à même de cerner leurs droits.

Je remercie sincèrement tous les participants et participantes du roman-photo pour leur créativité, et leurs parents pour leur compréhension, toutes les personnes qui ont aidé à mener à bien ce projet de près ou de loin et bien entendu mes deux collègues, sans qui rien n'aurait été possible :

Andrise Pierre, titulaire de la classe et professeur au Collège les Oliviers et **Mélissa Beralus**, professeur de créole au Grand Collège l'Humanisme. Un merci tout spécial à **Pierre Michel Jean**, photographe, qui s'est énormément investi dans ce projet.

Je n'oublie pas les écoles : **le Collège Les Oliviers** dans son ensemble et sa directrice **Madame Jakaranda Neptune Lilavois** ainsi que **le Grand Collège l'Humanisme** dans son ensemble et son directeur **Monsieur Lafontaine Joseph** qui ont accueilli ce projet à bras ouverts ainsi que les professeurs **Mario Jean Paul** et **Djef Pierre** qui ont transmis les cours sur l'histoire des Droits Humains en parallèle des ateliers photo.

Merci encore à **Judith Michel** pour son implication dans le roman-photo et plus particulièrement dans l'élaboration des histoires et **Danièle Magloire** pour ses conseils, son temps et son engagement avec son regard critique et bienveillant.

Un grand Merci à

FOKAL et plus particulièrement
Carine Schermann et **Maude Malengrez**.
Quentin Gourdon, graphiste du projet.

Et je remercie également

Francia Altidor,
Josué Azor,
Laure Baechler,
Valérie Badan,
Amélie Baron,
Charles-Henri Bastien,
Laura Bochud,
Moira Bon,
Jacqueline Baussan,
François Bruneau,
Géraldine Brunod,
Didier Charles,
Tatjana Chevy Nazon,
Lucie Couet,
Arnaud Dandoy,
Cyril Elophe,
Yrvy Frenel / OXFAM,
Karl Foster Candio,
Ginette Glatz,
Christel Gigandet,
Feguenson Hermogène,
Marie-Frantz Joachim,
Bertin Laguerre,
Colette Lespinasse,
Denise D. Lhérisson,
Reginald Louissaint Jr.,
Dumas Maçon,
Mike Mattsson,
Teddy Keser Mombrun,
Mackenson Orimé,
Elizabeth Pierre-Louis,

Peguy F.C Pierre,
Guy Régis Jr.,
Frédéric Rochat,
Sébastien Veste,
Sacha Telfort,
Blandine Salla,
Joassaint St-Juste,
Nisha Schmid-Choffat,
Béatrice Wolf

pour les dons des petits appareils photo, leur soutien moral, de longues relectures ou encore du prêt de matériel.



Valérie Baeriswyl

Responsable du projet et photographe

Contact : valerie.baeri@gmail.com

Mai 2019

Cette brochure est réalisée dans le cadre du projet "Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti" (AJULIH), mené par Avocats Sans Frontières Canada (ASFC) en partenariat avec la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), à travers son volet Education citoyenne. Le projet est réalisé avec l'appui du gouvernement du Canada accordé par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada.

(1ère édition)

Atik 1

Libète, dwa egal ego, fratènite.

Liberté, égalité en droit, fraternité.

Atik 2

Diskriminasyon pa ladan l
Pa gen mete okenn moun sou kote
poutèt sa li ye a.

Non discrimination.

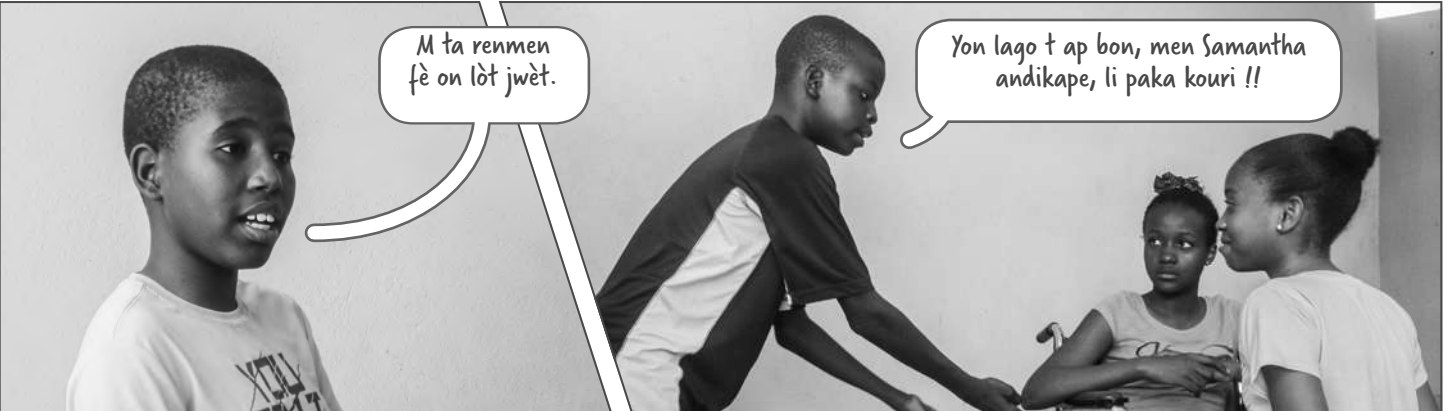
Nan yon kandete kèk timoun ap jwe boul.



Pandan tan sa lòt yo ap jwe kay.



Samantha genyen pati a.



M ta renmen fè on lòt jwèt.

Yon lago t ap bon, men Samantha andikape, li paka kouri !!



Samantha se zanmi nou, pouki pou nou fè on jwèt li paka ladan l ?

Nou pa oblije fè lago, valè lòt jwèt ki genyen !

An n fè pepsi kola nan ka sa !

Li enpòtan pou nou tout patisipe !



Wi m kontan, men aprè sa map fè jij pou lago !



Tout timoun yo rive konprann diferans e diskriminasyon pa fè sans !

Article 3

Droit à la vie et à la sécurité.

Dwa pou viv epi pou gen sekirite.

Article 6

Droit à la reconnaissance de la personnalité juridique.

Dwa pou tout moun gen yon idantite jiridik.

Article 7

Égalité en droit et protection.

Dwa egal ego epi menm pwoteksyon lalwa pou tout moun nèt.

Joana avoue à son amie Suze que son mari la bat depuis longtemps

Mais pourquoi tu ne parles pas ?

Parce qu'il m'a menacé de mort et il a aussi menacé nos enfants.

Je t'emmène au commissariat. Personne n'a le droit de menacer ta sécurité ni celle des enfants.

Au commissariat...

Qu'est-ce que vous dites madame Dumont ? Votre mari vous bat ? Qu'avez-vous fait pour qu'il vous batte ?

Aucune personne n'a le droit de lever la main sur son conjoint ou sa conjointe!

Elle n'est fautive de rien !

Vous devez prendre sa plainte!

Je ne dois rien du tout ! Dégagez mesdames !

Une jeune policière prend à part les deux jeunes femmes.

Au local de l'organisation.

Vous avez bien fait de venir, on va vous accompagner pour vous protéger vous et vos enfants et obtenir justice.

Madame Dumont, j'ai entendu toute votre histoire et je veux vous aider.

Je connais une organisation qui soutient les victimes d'abus dans ce genre de démarches.

Au tribunal, trois mois plus tard le procès du mari de Joana.

Joana est contente de retrouver ses enfants.

Madame Joana Dumont, en plus de votre témoignage, le tribunal a pris en compte celui de votre entourage...

...je condamne M. René Dumont le mari de Joana Dumont à une peine de prison pour menaces de mort répétées et violences physique et verbale.

Monsieur l'agent de police vous avez failli à votre rôle en refusant de prendre la plainte de Madame Joana Dumont.

Votre hiérarchie prendra les sanctions nécessaires vous concernant.

Le policier est sanctionné car il a manqué à sa mission de protéger et servir.

Article 4

Interdiction de l'esclavage, du travail forcé et de la domesticité.

Entèdiksyon pou kenbe moun nan esklavaj, pou fòse moun fè yon travay oswa restavèk.

Article 5

Interdiction de la torture et des mauvais traitements.

Entèdiksyon pou totire oswa maltrete moun.

Une parente place un enfant chez une tante à la capitale.

Zachary sera traité comme mes deux enfants.



Un mois plus tard ...



J'ai envie de jouer moi aussi.

Zachary passe ses journées à faire des corvées.



Tu vas être puni Zachary !



Tu n'es qu'un bon à rien ! Tu te crois en pension ? Pourquoi tu n'as pas nettoyé la chambre de ma fille ? Hein ?! #!>\$.%&

C'est aussi Zachary qui emmène et va chercher les enfants de sa tante à l'école.



Maman pourquoi Zachary ne mange pas avec nous ?



Pourquoi il ne va pas à l'école avec moi ?

Il est tout le temps puni le pauvre !

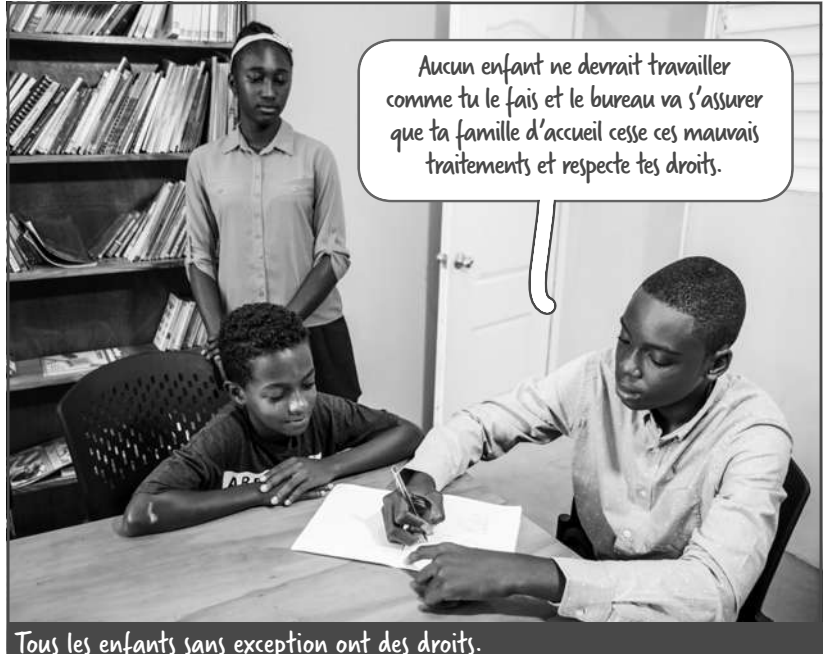
Cette situation a trop duré, je dois faire quelque chose !

La professeure emmène Zachary au bureau des droits et protection des enfants.

Aucun enfant ne mérite d'être traité comme ça !



Aucun enfant ne devrait travailler comme tu le fais et le bureau va s'assurer que ta famille d'accueil cesse ces mauvais traitements et respecte tes droits.



Tous les enfants sans exception ont des droits.

Atik 8

Dwa pou gen rekou toutbon lè
dwa fondamantal yo vyole.

Droit à un recours effectif contre les actes violant les droits
fondamentaux.

Atik 9

Entèdiksyon pou fè arestasyon abitchè, epi pou
ekzile moun.

Interdiction d'arrestation arbitraire ou d'exil.

Atik 10

Dwa pou moun jije san paspouki.

Droit à un tribunal impartial.

Atik 11

Dwa pou konsidere yon moun inosan toutotan
lajistis pa dekrete li koupab. Dwa pou yon akize
defann tèt li devan tribinal.

Présomption d'innocence et droit à la défense.

Pandan yon etidyan Fakilte dwa ki rele Michel t ap ale nan kou, yon polisye kanpe li, mande l pyès li.



Polisye a arete Michel, al mete li nan gadavi.



Mwen arete ou !

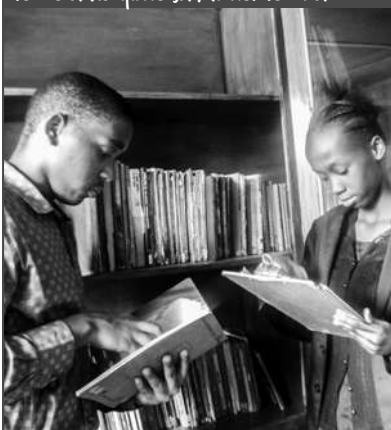
Fanmi Michel pa gen lajan pou yo te pran yon avoka pou defann li, sa koz li rive fini nan prizon. Michel gen 2 zan depi li te fèmen nan prizon san li pa janm pase devan jij, jiskaskè yon jou, yon avokat espesyalis nan koze dwa moun ki t ap vizite prizon an te vin pale avè l.



Poukisa ou nan prizon ?

Mwen pa konnen non ! Se pyès mwen m pa t genyen sou mwen pandan m t a pral nan kou epi yon polisye arete mwen, mete m la, men sa gen de zan.

Menm lè jan de sityasyon sa yo rive souvan. Avokat la ki pat vle rete kwè Michel sèlman sou pawòl te ale chache dosye Michel nan biwo direktè a. Sa li te wè a konfime sa Michel te di a.



Lè li wè se laverite Michel t ap ba li, li tounen kote li nan selil la.



Yo pa gen dwa arete w san rezon.

Anplis ou pa janm pase devan jij.

Mwen ap defann ka ou a, ou pa bezwen enkyete w, m pral fè demach pou mete w deyò.

Aprè plizyè mwa, avoka a rive fè Michel pase devan jij.



Mesye Michel, mwen dezole sa ki rive ou a. Polisye a pat gen dwa arete ou san rezon menm lè ou pat gen pyès idantite ou akou. Malerezman pou ou tribinal nou an pa konpetan pou fè w tounen reprann etid ou kote w te kite li a.



Ebyen nou prale devan kou dapèl.

Aprè plizyè mwa, demach yo rive bout epitou mennen yo devan kou dapèl Potoprens. Se konsa tribinal la tapral pran dezisyon pou leta akonpanye Michel kote Rektora Inivèsite li a pou li kapab retounen e tou reprann etid li kote li te kite yo a.



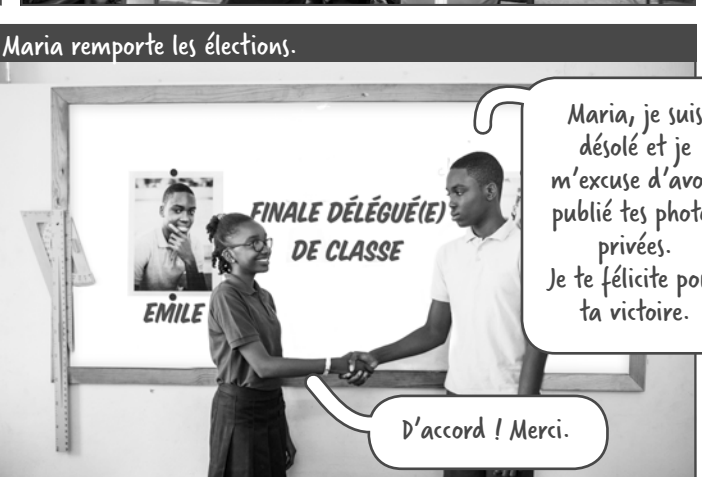
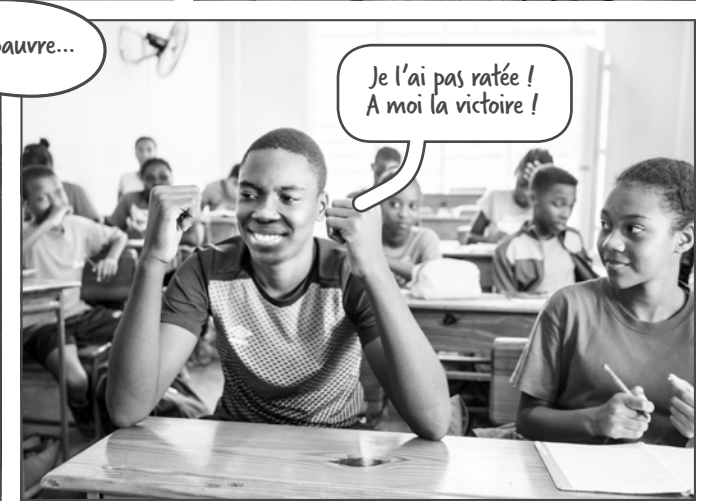
Lalwa di nan ki kondisyon lapolis kapab arete yon moun. Arete yon moun san rezon se yon zak abitè. Lalwa mande tou pou aji ak tout moun yo sispèk kòm si li te inosan jiskaskè ankèt rive etabli li koupab. Se travay lajistis (lapolis ak jij enstriksyon) pou mennen ankèt yo. Se dwa tout moun pou gen yon avoka pou defann yo. Sa ki pa gen lajan pou peye, leta dwe founi yo youn dofis.



Article 12

Respect de la vie privée et protection
des données à caractère personnel.

Respè pou lavi prive
Pwoteksyon enfòmasyon ki pèsonèl.



Atik 13

Libète pou sikile epi vwayaje lib e libè.

Liberté de circulation et de séjour.

Atik 15

Dwa pou gen on nasyonalite.

Droit à une nationalité.

Yon koup dominiken ki gen paran yo ayisyen fè yon timoun Sendomeng.



M ap rele li Pòl nan souvni papa mwen ki te ayisyen.

Se dominiken nou ye, anplis se Sendomeng n ap viv, an nou rele li Pablo pito.

Dizan depi Pablo fèt.



Papa, mwen poko janm ale Ayiti, an n ale demen pou mwen ka tou rekonèt grann mwen.

Fòk nou ta gen viza, al Ayiti se pa tankou kite Dajabon ale Santiago.

Konprann byen, viza a se li ki ba w dwa, rantre, rete, epi sikile nan peyi a.

Kèk tan apre, nan lane 2013, tribinal konstitisyonèl dominiken an pran desizyon retire nasyonalite dominiken tout pitit ayisyen ki fèt sou tè Sendomeng depi lane 1929.



Fòk nou mobilize kont enjistis sa ! N ap fè yon manifestasyon !

Nan kisa yo lage nou la ? Kisa nou pral fè mezanmi ?

Yo pa gen dwa fè sa !



Poukisa ou oblije ale a ? ou pap janm tounen ankò ?

Mwen poko konnen. Yo sèlman di mwen apatrid.



Kisa sa vle di apatrid ?

Sa vle di legalman mwen pa gen peyi, mwen pa gen nasyonalite ankò...

Lè yon moun apatrid, se pa rekonèt youn nan dwa ki pi fondamantal moun sa genyen.



Pandan tan sa... Devan tribinal konstitisyonèl la, pitit ak zanmi ayisyen ap pwoteste kont desizyon sa a.

Article 14

Droit d'asile.

Dwa pou jwenn azil
nan yon lòt peyi.

Asefi dans son jardin avec ses deux enfants



Voyez cette maison, je l'ai héritée de mes grands-parents et un jour vous l'hériterez aussi.

on m'a proposé plusieurs fois de l'acheter, mais je n'ai jamais voulu.

Quelques jours après, un fonctionnaire du cadastre vient apporter une lettre à Asefi.



Madame, l'Etat va réquisitionner votre propriété.

Asefi mène sa petite enquête, elle se rend à la Mairie, au Ministère de la planification puis aux cadastres.



Il n'y a aucun projet communautaire prévu dans cette zone-là.

Bureau de Radio FM, Asefi va voir une journaliste spécialiste des investigations pour lui parler de son problème.



Voilà ce que j'ai trouvé dans les différentes institutions...



Madame, je vais enquêter, si ce que vous me dites est vérifié, il s'agit d'une affaire d'Etat qui se doit d'être dénoncée publiquement !

Quelques jours après la dénonciation dans les médias de cette histoire d'expropriation malhonnête, le fils d'Asefi revient de l'école. Il a été battu.



Qu'est-ce qui t'est arrivé ?

Deux hommes m'ont frappé et ils ont laissé comme message : soit tu vends la maison soit ils vont la prendre par la force.

Asefi a peur pour ses enfants. La veille au soir, elle a vu des hommes roder autour de la maison. Elle analyse les conditions d'obtention d'asile pour les Etats-Unis.



Deux mois après sa demande d'asile, elle reçoit une réponse favorable pour partir avec ses deux enfants.



Maman, est-ce qu'on va revenir à la maison un jour ?

oui ma chérie, nous reviendrons quand on aura plus rien à craindre pour notre sécurité.

Atik 16

Dwa pou moun ini yo
epi fonde yon fanmi.

Droit d'entrer en union
et de fonder une famille.

Sabrina se yon jèn fi ki renmen ak yon jenòm yo rele Djonn. Yo te renmen anpil.



Yon jou, pandan yo te nan yon diskisyon, papa Sabrina anonse li, li jwenn yon fyanse pou li.



Sabrina pitit mwen, moun mwen jwenn pou ou a, li gen metye nan men li, l ap kapab okipe w byen.

Men, papa, mwen gen fyanse deja, ou byen konnen sa, kou li fini aprann kontabilite a epi kòmanse travay, n ap marye.

ou pa kapab vle mwen marye ak yon moun mwen pa menm konnen.



Ase ! Se swa ou marye oswa ou deyò lakay mwen an. 2 mèg pa fri, mwen pa vle tande pale de Djonn nan kay la ankò.

Nan demen Rico vini lakay papa Sabrina

Sabrina m ap prezante w Rico, Rico, sa se pitit fi m mwen t ap pale ou a, Sabrina.



Mezanmi kisa pou m fè?



ou pa bezwen enkyete w Rico, ou mèt kite mwen prepare maryaj la. Mwen sèten ou menm ak Sabrina ap byen viv.

Jou maryaj la rive. Depi yon semèn Sabrina t ap plede kriye.



Pastè a ki wè Sabrina pa byen deside mande li sa li genyen.

Sabrina al pale an prive ak pastè a

Vini pale ak mwen an prive pou w di mwen sa k pase.



Pastè se pa mwen ki vle marye ak Rico non, se papa mwen ki ap banm presyon pou mwen fè sa.

Abon!

Sa p ap pase konsa.

Pa gen moun ki ka blije 2 moun marye si toulède pa dakò ak maryaj la.

ou mèt ale, ou p ap marye jodi a.

Lalwa entèdi bagay konsa.



Sabrina ki tande sa kouri soti legliz la, pou l al jwenn Djonn.

Sabrina kontan jwenn mennaj li.



Article 17

Droit à la propriété.

Dwa pou posede pwopriyete prive.

Carole Pierre-Louis a reçu de ses parents un terrain en héritage.



Une fois arrivée sur les lieux, elle trouve un couple qui construit illégalement sur son terrain.



On va réussir à lui voler son terrain.

Vous n'avez pas le droit de construire, je suis ici chez moi !

Vous avez tort madame, c'est vous qui êtes chez nous et nous pouvons le prouver.

Allez-vous en avant que j'appelle la police !

Comment est-ce possible ? Je dois faire quelque chose !



D'après la justice, lorsqu'une personne hérite d'un bien, elle en est le détenteur légal jusqu'à ce qu'elle décide de le vendre ou de le céder à quelqu'un d'autre. Et toute personne n'ayant ni acheté ni hérité d'un bien ne peut légalement pas se l'approprier.



J'aimerais voir l'acte de propriété de chaque partie.

Le tribunal a délibéré. La juge a déclaré authentique les papiers de Mademoiselle Carole Pierre-Louis.



Mademoiselle Pierre-Louis, vous êtes donc la propriétaire légale du terrain.

Comme sanction, Madame et Monsieur Jean vous êtes condamnés à payer une amende de dédommagement à Madame Pierre-Louis.



Article 18

Liberté de pensée, de conscience et de religion.

Libète pou gen pwòp lide ak konviksyon pa ou
Libète pou mache nan relijyon ou chwazi.

La porte-parole du secteur vodouisant donne une conférence de presse.



Joaquim dit qu'il a vu ta maman à la télévision hier soir. C'est vrai qu'elle est mambo ?



Si ta maman est vodouisante, toi aussi tu l'es !

Donc vous êtes des servantes du diable !

Où avez-vous appris que les vodouisants sont des serviteurs du diable ?



Je n'ai pas de compte à vous rendre !



Tu n'as pas répondu à la question ! Es-tu vodouisante ou pas ?



Je suis libre de choisir ma religion.



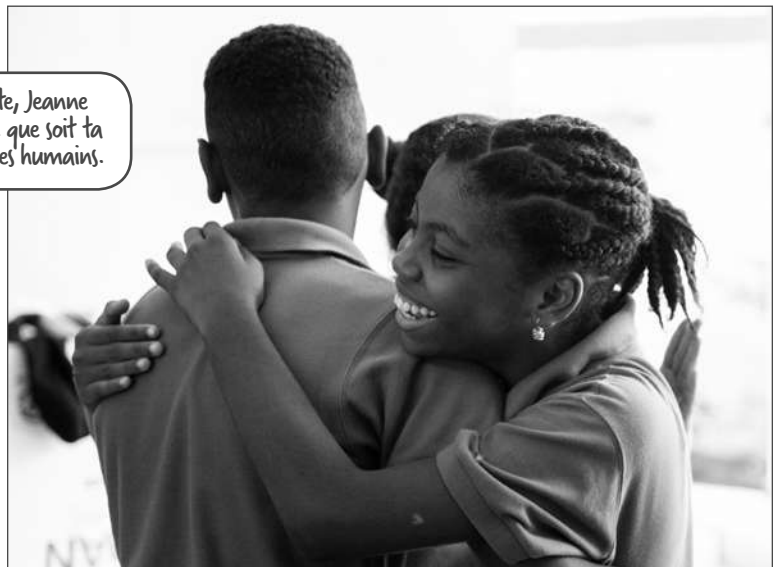
On est allé trop loin ! Qu'est-ce que sa religion change à notre amitié ?



Tu as raison, allons lui faire nos excuses !



Moi je suis catholique et elle est protestante, Jeanne est témoin de Jéhovah... finalement, quelle que soit ta religion, on fait tous partie de la famille des humains.



Atik 19

Libète pou w gen opinyon epi pou
fè konnen lide ou.

Liberté d'expression et d'information.

2 timoun nan diskisyon sou ki mòd liv yo pi pito.

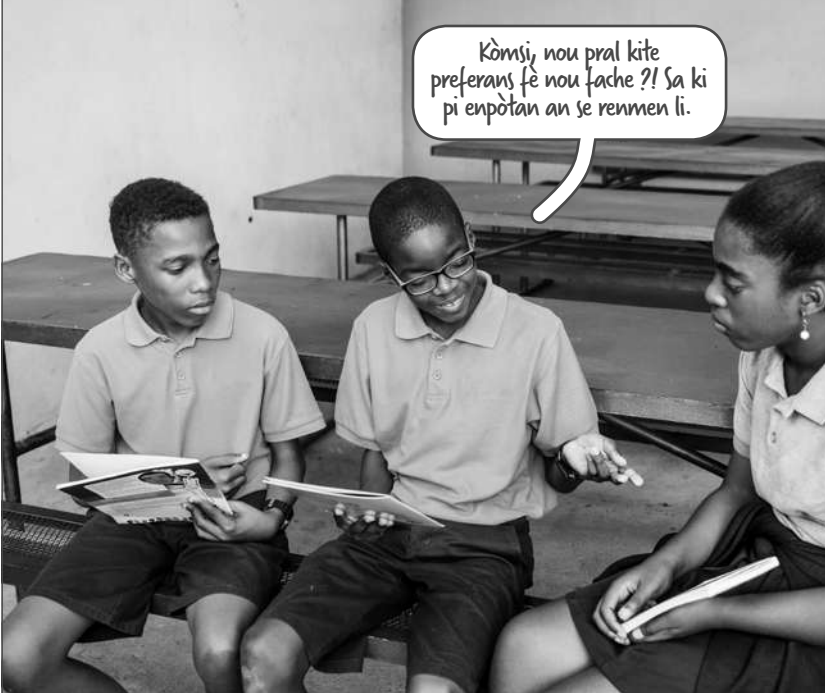


Liv ak imaj pi enteresan ! ou kapab wè imaj yo. Desen yo souvan rakonte istwa a san pawòl. Mwen renmen sa !



Mwen pa dakò avè w ! Pa gen pi bon liv pase sa ki kite w imajine pèsonaj yo pou kont ou. Epi tou, woman polisye yo chaje ak sispenns.

Jonatan ki t ap koute yo pwoche.



Kòmsi, nou pral kite preferans fè nou fache ?! Sa ki pi enpòtan an se renmen li.



Se konsa chak zanmi yo pataje san rankin opinyon yo sou liv yo renmen.

Atik 20

Libète pou fè reyinyon epi fòme
asosyasyon.

Liberté de réunion et d'association.

Tanya se youn nan Delege etidyan yo pou konsèy kòdinasyon Inivèsite kote li ap etidye a. Li menm ak plizyè lòt etidyan ap monte yon asosyasyon.



Bonjou Dwayen Ladam. Mwen la a paske mwen ak kèk lòt etidyan bezwen yon sal pou nou reyini paske nou gen yon nouvo òganizasyon n ap monte.



You lòt asosyasyon ankò ! Men se kilè n ap jwenn tan pou nou etidye.

Mrefize nouvo asosyasyon kreye nan espas Inivèsite a, paske gen twòp deja. Si se pou zafè politik nou p ap gen tan pou etid nou.



Men regleman fakilte a ba nou dwa pou nou fè asosyasyon...

...epi nan kou sou dwa moun nan nou te aprann se yon dwa fondamantal moun genyen pou nou reyini youn ak lòt.

ou pa ka entèdi nou sa !



Aprè youn ti refleksyon Dwayen a reponn...

ou gen rezon. Mwen kontan wè w te swiv kou a. Nou mèt itilize sal ki anfas oditoryòm nan chak mèkredi apremidi.

Mèsi anpil.



Premye jou reyinyon an rive, gen plizyè etidyan ki pa te la.

Menm si Jan pa la, mete non l. M ap fòse l vini.



Kèk jou aprè reyinyon sa, Jan t al pote plent nan biwo Dwayen a.

Dwayen Ladam men Tanya mete non m nan youn Ak konstitif youn òganizasyon san mwen pa ba li otorisasyon pou sa epi li ap fòse m pou patisipe ladan l.



Dwayen a deside rele toulède nan youn reyinyon.

Poukisa w ap fòse Jan, Tanya?

Paske se sou pwoblèm peyi a n ap pale, tout moun dwe la.



Pa bliye nan kou dwa moun nan ou te aprann se dwa youn moun pou li pa anvri patisipe nan youn reyinyon oubyen youn asosyasyon.

se pou w respekte dwa li, menm jan ou vle yo respekte pa w la. Èske tout moun konprann?

Wi mesye Ladam.



Mwen p ap fòse w patisipe ankò.

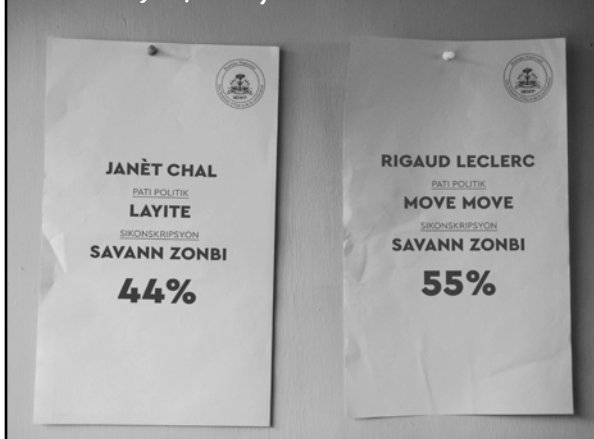
Tanpri retire non mwen souple nan Ak konstitif òganizasyon w lan.

Atik 21

Dwa pou patisipe nan lavi politik
peyi a. Dwa pou vote.

Droit d'accès aux affaires publiques, droit de vote.

Rezilta eleksyon pou majistra nan Savann Zonbi



Madam Janèt ki se youn nan kandida pou majistra nan komin nan ap pale ak yon konseye li, k ap aprann li nouvel eleksyon an.



* Konsey elektoral pwovizwa



Sitwayen yo nan lokalite Kanpèch òganize yon gwo manifestasyon.



Après manifestasyon an, sitwayen yo ale nan biwo KEP a pou konvenk yo refè eleksyon an.



Après yo fin tande tout doleyans yo, manm KEP a pran desizyon pou fè eleksyon pou lokalite Kanpèch.



Eleksyon refèt, Fwa sa a te gen biwo nan tout lokalite ki genyen nan komin nan, epi madam Janèt rive genyen.



Article 22

Droit à la sécurité sociale, aux droits économiques et culturels.

Dwa pou jwenn pwoteksyon sosyal.

Dwa ekonomik ak kiltirèl.

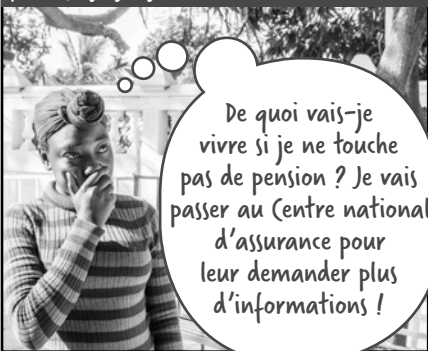
Polina savoure son premier jour de retraite. Elle a travaillé toute sa vie, a élevé seule ses enfants et a même bâti une petite maison. Elle compte bien profiter de son repos.



À la télévision, les informations annoncent ...



Polina est sous le choc



Madame, vous êtes plus de 2000 retraités dans cette situation.



Polina réunit des amis retraités.



Pendant plusieurs mois, les retraités de tout le pays manifestent alors que la procédure juridique avance...



Un jour, le journal télévisé annonce...



Polina est contente. Grâce aux économies réalisées, l'Etat peut enfin verser les pensions de retraite.



Atik 23

Dwa pou travay, dwa pou touche
kòm sadwa pou travay w ap fè.
Dwa pou fòme oswa rantre nan
asosyasyon.

Droit au travail, à une rémunération équitable et
liberté d'association.

Te gen yon jenn fi ki te rele Rebeka ki t'ap travay nan yon faktori. Jou li fin touche premye chèk li...



Ak 10 000 goud sa mwen pral kapab achte yon valiz mwen te wè nan boutik la lòt jou epi ouvri yon kanè bank.

10 000 goud sèlman ou touche? Se 15 000 goud mwen touche wi mwen menm.



15 000 goud? Bon se menm travay n'ap fè epi nou pa touche menm lajan poutan nou gen menm kalifikasyon. Ban m al mande DG a.

Nan biwo direktè a



Bonjou DG

Mwen sot aprann Jowèl touche 15 000 goud tandiske mwen menm se 10 000 goud mwen touche epi n'ap fè menm travay

nou gen menm nivo kalifikasyon, kisa ki fè nou pa touche menm kòb?



Bon Rebeka, ou menm ou se yon jèn fi. Epi ou se kay paran ou w'ap viv, ou pa menm gen pitit menm.



Bon Elda ki gen pitit, k'ap peye kay, touche menm kòb ak m.

Pandansetan li nan travay la avan Jowèl.



Si se paske mwen yon fi ki fè w'ap peye m pi piti a se yon enjistis. Mwen pral pote plent nan Direksyon Travay nan Ministè afè sosyal konsa m'ap kapab touche lajan mwen merite.



Direktè a te kòmanse fache

Rebeka si w'ap kite sa m'ap revoke w'wi.



Lè Rebeka te fin kite biwo direktè a, li te fè apèl ak yon espesyalis dwa travay ak zafè sendika pou l' te konnen kisa lalwa di ekzakteman sou koze sa.

Tout moun, gason oubyen fi, dwe touche menm kantite lajan pou menm kalite travay yo ap fè.

Direktè a pran desizyon ajiste salè Rebeka ak tout lòt moun nan antrepriz la.



Atik 24

Bon jan kondisyon travay,
ki kòrèk, ki ekitab
Dwa pou moun repoze yo.

Conditions de travail justes et équitables
Droit au repos.

Lora gen yon lane depi l ap travay nan yon enstitisyon.
Li pral mande patwon l pou li siyen lèt konje li a.



Mesye Jòj, m ap raple w ou
poko siyen otorizasyon konje
anyèl mwen an non.

Lora, sispann ensiste sou bagay sa !
Peryòd sa twò chaje pou enstitisyon an,
mwen paka ba w konje.

ou paka deside sa.
Konje apre yon lane li
nan kod travay la.



o o ! Sa w ap vin pale m
la ? Pase pran chèk ou a
nan kontablite a ou pa
bezwen tounen la ankò.



Mesye Jòj voye m ale
pou l pa ban m konje.

o o ! Ki koze sa ! Rele mesye a nan tribinal
tande ! Se dwa w pou w pran vakans !

Nan Biwo travay.



ou byen fèt vini.
Nou pral okipe ka a.

Atik 25 – 1

Dwa pou viv nan kondisyon ki desan.
Dwa pou gen pwoteksyon sosyal lè ou pèdi travay ou.
Dwa ki konsène matènite.
Dwa espesyal timoun.

Droit à un niveau de vie suffisant ;
Sécurité en cas de perte d'emploi ;
Droits de la maternité et droits des enfants.

Sa te fè 5 mwa depi Klod te pèdi travay li. Li leve yon maten san li pa gen yon goud pou li bay pitit li manje.



Mwen pa wè sa pou m fè non!

Kouzen Klod ki te konnen Ministè Afè Sosyal kapab ede li nan sityasyon sa a, konseye li pase pran enfòmasyon.



Ale nan biwo yo a, ou petèt kapab jwenn èd ou bezwen an.

Lè Klod te rive nan ministè a, Direktris biwo travay la te pale ak li epi di li:



Mesye Klod, nou resanse yon antrepriz ki fenk ap bati yon lokal toupre a. Y ap chèche moun pou travay, n ap fè yo jwenn dosye ou a, epi konsa si yo enterese y ap kontakte ou.

Après kèk jou Klod rive jwenn travay la. Patwòn nan te kontan travay li, sa ki fè apre peryòd pwobasyon an li anplwaye li nèt.



Patwòn nan te peye Klod 250 goud pa jou.



Malezman pou Klod li te vini tonbe malad sou setyèm mwa travay li.



Aprè plizyè jou entènè, yon doktè te vini kote Klod pou pale ak li.



Nou p ap kapab kenbe w pi lontan malerezman paske ou pa janm peye swen yo e gen lòt malad ki l a k ap tann.

Lè li tande sa Klod te ale wè patwòn li an pou mande li yon ogmantasyon, konsa li t ap rive peye swen yo nan lopital la.



Mwen gen bil lopital ak medikaman pou m peye. Ou ka ba mwen yon avans sou salè m nan, patwòn ?

Mwen pa janm bay avans non, Klod. Ou imajine w si tout anplwaye yo mande m menm bagay la ?

Klod retounen al jwenn direktris travay nan Ministè Afè Sosyal la pou eksplike li sityasyon an.



Se 250 goud sèlman madanm nan peye mwen wi, sa pa sifi pou m viv, peye kay, ale lopital ni anyen non.

Kisa w di mwen la mesye Klod ? Se pa 250 goud non salè minimum sektè konstriksyon an ye ! Sa pa jis !

Direktris la deside ale nan lokal travay Klod la pou li rankontre ak patwòn li an epi rezoud pwoblèm nan.



Madam, dapre sa lalwa di salè minimòm nan sektè konstriksyon an se 500 goud pa jou li ye. Kidonk se lajan sa pou piti pou w peye mesye a pou l kapab gen yon nivo vi sifizan. Paske kalkil fèt lajan sa pou pi piti ki ap pèmèt mesye a non sèlman kapab manje, men tou bay pitit li manje, peye lekòl pitit li, peye kay epi fè ti ekonomi. Si w pa ajiste salè tout anplwaye yo, m ap oblije ouvri anket sou antrepriz konstriksyon w lan.



oke mwen konprann kounye a.

Apati jodi a mwen pral aplike sa nou di mwen an, yon jan pou tout moun k ap travay touche lajan yo merite.

Article 25 – 2

Droit à un niveau de vie suffisant ;
Sécurité en cas de perte d'emploi ;
Droits de la maternité et droits des enfants.

Dwa pou viv nan kondisyon ki desan.

Dwa pou gen pwoteksyon sosyal lè ou pèdi travay ou.

Dwa ki konsène matènite.

Dwa espesyal timoun.

Un nouveau conseil municipal est élu à St-Milo. Il est composé principalement d'évangélistes



Comme annoncé lors de la campagne, nous allons aider les futures mères en difficulté.

Carine va trouver son compagnon



Chéri, je suis enceinte.



Tu es sûre ?

oui...



Comment on va subvenir aux besoins de cet enfant ? Tu ne travailles pas et moi je ne gagne pas suffisamment pour trois personnes.



Quelques mois plus tard, après de nombreuses recherches de travail infructueuses.

Malheureusement, Madame, on ne retient pas votre dossier pour ce poste.



Le bébé est arrivé mais Jeanne n'a toujours pas trouvé de travail.

On n'a pas essayé de demander l'allocation pour l'aide aux nouvelles mères en difficulté.



Bonjour, j'aimerais déposer mon dossier pour l'aide aux mères en difficulté.

Pas de problème, je peux voir votre certificat de mariage ?



Sylvain et moi ne sommes pas mariés.

Seuls les enfants nés dans le mariage peuvent recevoir l'allocation, notre politique c'est de favoriser le mariage.

Certains élus pour gagner les élections alimentent quelques discriminations. Il revient aux institutions et aux citoyens de veiller à ce que le droit s'applique pour tout le monde. La protection sociale est un droit et un non un cadeau.

Article 26

Droit à l'éducation.

Dwa pou jwenn edikasyon.

Dans une famille monoparentale, madame Joseph, une mère ouvrière ne peut pas envoyer ses deux enfants à l'école.



La semaine suivante, dans le bureau du directeur de l'école.



Les deux enfants de madame Joseph vont ensemble à l'école.



Article 27

Droit d'accès à la culture et aux sciences ; Protection des droits d'auteurs artistiques et scientifiques.

Dwa pou benefisye pwogrè lasyans ak lakilti.

Pwoteksyon pou zèv atistik ak syantifik.

Philippe apprenti peintre passe ses heures libres dans l'atelier de M. Lerus.



Tu as vraiment du talent Philippe, continue comme ça !

La mère de Philippe arrive par surprise dans l'atelier.



Qu'est-ce que tu fais ici Philippe ?

Je suis venu saluer M.Lerus

Ne me mens pas !



Artiste ce n'est pas un métier, tu ne gagneras jamais assez d'argent pour toi et ta famille !



Mais si madame...

Je ne veux rien entendre, rentre à la maison ! Tu es puni.

Quelques mois plus tard.. M.Lerus vient chez Philippe.



Une galerie a acheté tes œuvres et va les exposer pour cette semaine, félicitations !



Voici une avance sur la vente des tableaux.

Ah mais je savais pas qu'on pouvait gagner de l'argent avec des peintures. Merci pour lui.

Dans la galerie, un jeune peintre qui s'appelle Sébastien prend des photos des tableaux de Philippe.



Quelques temps plus tard, Sébastien présente lors d'une émission de télévision ses œuvres qui ressemblent étrangement à celles de Philippe.



Dans l'atelier de M.Lerus



J'ai vu à la télévision un peintre qui a copié mes tableaux. Qu'est-ce que je peux faire ?

oh mon pauvre ! Va au Bureau national des droits d'auteurs leur expliquer ton histoire !

Bureau national des droits d'auteurs, Philippe et sa mère rencontrent une employée.



Comment peut-on faire pour protéger mes œuvres ?

On va mener une enquête, on vous tient au courant.

Après enquête, il a été prouvé que Sébastien a plagié les tableaux de Philippe.



Je m'excuse d'avoir volé tes idées.

Sébastien est condamné à payer une amende et à détruire les œuvres plagiées.

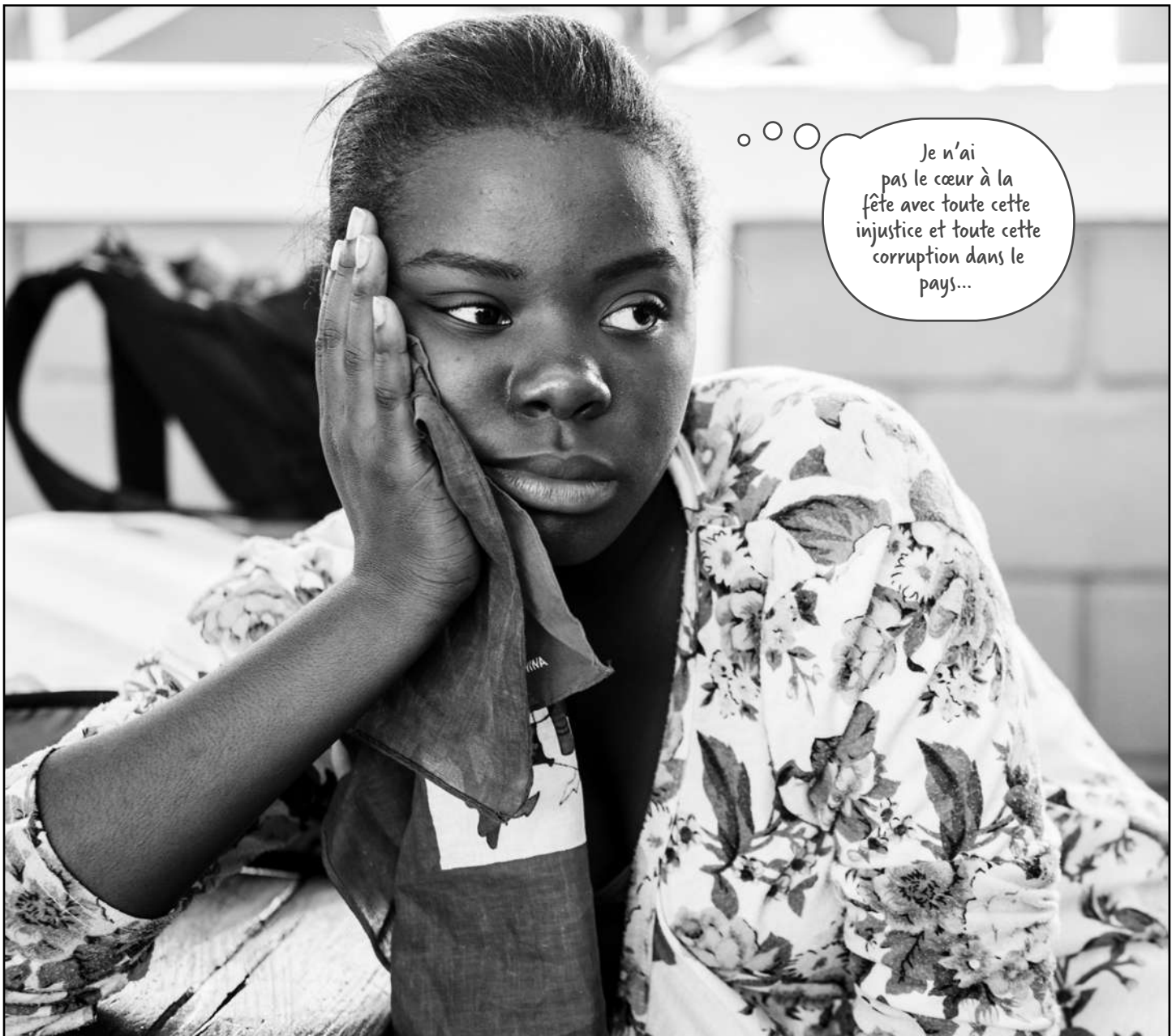


Article 28

Droit à l'ordre et à la sécurité nationale et internationale.

Dwa pou viv nan lòd ak sekirite nan peyi
ou epi aletranje.

C'est la fête
du drapeau,
tout le monde
célèbre !



Article 29

Devoirs envers la société et respect
des droits d'autrui.

Devwa vizavi sosyete a epi respè dwa lòt moun.

Anel et ses amis se retrouvent pour parler et s'amuser.

Ce n'est pas un peu trop fort la musique ?

Je m'en fous.



La voisine arrive

Bonjour Anel, pouvez-vous baisser un peu la musique s'il vous plaît ? Mon bébé a besoin de dormir.

Qu'est-ce que tu me dis là ? on a plus le droit de s'amuser dans ce pays ou quoi ?!



Non, vous gênez tout le monde !

J'écoute la musique à fond quand je veux. Si tu m'embêtes, je vais t'insulter



La voisine décide d'appeler la police pour se plaindre.



Quelques minutes plus tard, un policier vient voir Anel.

Monsieur, je vous demande de baisser la musique.

on boit juste un verre tranquille. Nous ne sommes plus libres d'écouter de la musique ?



Monsieur, la liberté des uns finit là où commence celle du plus grand nombre.

En clair, vous avez le droit d'écouter de la musique et vous avez le devoir de ne pas nuire aux autres.

Je vous somme de baisser votre musique sinon je dois vous mettre une amende!



Quoi ? Vous voulez me racketter ?! Vous êtes fou !

Attention à ce que vous dites !

Je suis chez moi, je dis ce que je veux ! Et je vais pas baisser le son de ma musique!



Non !

Insulter quelqu'un est interdit par la loi.

Déranger autrui par du bruit excessif l'est aussi.

Insulter un agent de police, c'est de l'outrage !

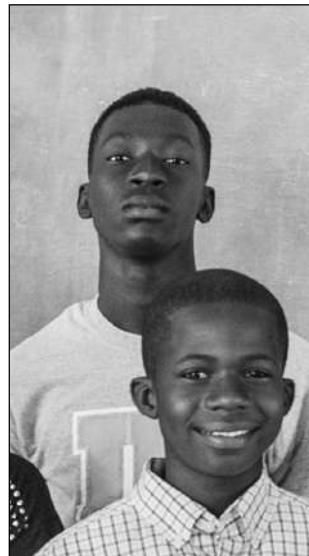
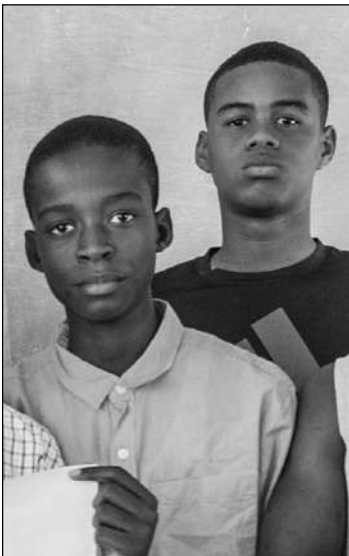
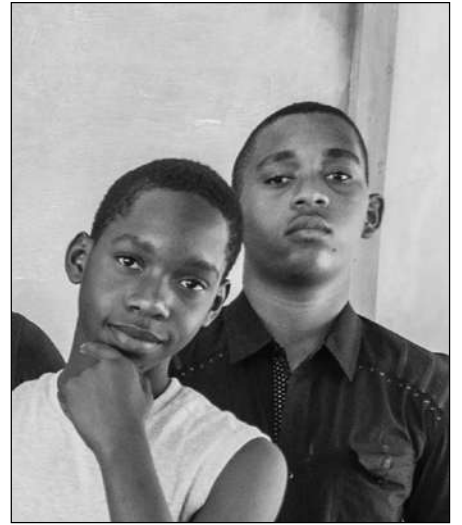
Je vous emmène au commissariat.



Atik 30

Entèdiksyon pou detwi dwa ak libète ki nan Deklarasyon inivèsèl dwa moun nan.

Interdiction de destruction de ces droits et libertés.





“Au début, je pensais que ça allait être un projet comme n’importe quel autre, par exemple : faire une présentation sur un bristol etc... Mais quand on nous a parlé de photographie et de droits humains, mon imagination est allée loin et j’ai trouvé au final la réalisation très amusante.

Je me suis sentie fière, j’ai eu l’impression d’avoir accompli une bonne chose sur un sujet très sérieux.

Après avoir fait ce projet je pose un regard différent sur le monde : maintenant quand je regarde quelqu’un je me dis qu’on est pareil même si nous avons beaucoup de différences. Je suis aussi devenue plus proche de mes camarades.”

Natalia

“Moi je suis très contente de la formation. Je savais qu’il y avait des droits civiques, politiques, etc. mais je ne savais pas qu’il y avait des droits à ne pas violer pour chaque cas précis.”

Nadège

“Pour moi ce fut une très bonne expérience, je ne savais pas qu’il y avait autant de droits pour les humains et je ne savais pas non plus que j’étais un bon comédien. Sans le projet je ne saurais pas tout ça. C’était un peu long et des fois on avait envie de finir mais au bout du compte c’était très amusant et instructif.”

Degan

“Je respecte les personnes et leurs valeurs. Maintenant que je connais mes droits et mes devoirs, cela me donne plus de confiance en moi.”

Daniel

“Ce travail réalisé sur les droits humains m’a beaucoup appris et a eu un impact positif sur moi et sur ma vie.

Je comprends beaucoup mieux ce que les gens subissent lorsque leurs droits ne sont pas respectés. Je comprends la douleur de l’enfant maltraité, non éduqué, de l’homme malade qui ne reçoit pas de soins, de la femme victime de la violence et tant d’autres encore. Ma façon de regarder ces gens a complètement changé.

Maintenant, je vois le monde autour de moi avec d’autres yeux, des yeux tout neufs. Je veux aider et je veux participer au combat pour améliorer nos conditions de vie, pour défendre nos droits et les faire valoir.

Car, connaître ses droits, c’est une chose, mais vivre et subir les conséquences lorsqu’ils ne sont pas respectés, c’est une autre chose.”

Thalia



Impressions des enfants suite au projet

“Le projet était génial. On a fait la connaissance de formateurs très gentils et on a aussi appris à utiliser une caméra. On a appris qu'il y a plein de droits pour les gens dans le monde et aussi en Haïti. On a fait nous-mêmes les photos, des fois nous n'étions pas beaux dessus mais on s'amusait quand même.

Moi j'ai aimé la formation. Même si des fois après les cours et les samedis nous étions tous très fatigués. Avec les encouragements et la patience des formateurs nous avons réussi et sommes allés jusqu'au bout.”

Alexis

“Je sais à présent ce qu'égalité veut dire.”

Olguensky

“Moi, l'atelier m'a aidé à prendre conscience que tout le monde ne vit pas avec les mêmes avantages. Et aussi que tout le monde devrait vivre avec les mêmes avantages.”

Sana

“Jusqu'à nos jours, il y a encore des personnes un peu partout dans le monde qui sont privées de leurs droits, ou qui ne savent pas qu'elles ont des droits. Moi j'ai eu la chance de participer à un projet qui j'espère leur permettra de connaître leurs droits.”

Jugnica-Ann

Roman-photo Guide d'accompagnement en 10 étapes

Cette méthodologie de travail a été réalisée dans une classe de 7^{ème} AF (11-13 ans) durant 3 mois.

Ce petit guide pratique a été élaboré dans le but d'accompagner des professeur-e-s/animateurs-trices pour mettre en place des activités de création d'un roman-photo. Il appartient aux professeur-e-s/animateurs-trices de l'adapter en fonction du public et de leur contexte. Les objectifs et méthodes définis ci-après ont été mis au point dans le cadre du projet « Les droits humains racontés aux enfants ». Ils peuvent être modifiés en fonction du thème abordé. Dès le début du projet, il faut impérativement s'assurer d'avoir le droit à l'image des enfants.

Objectifs

- Sensibiliser les enfants aux droits humains
- Favoriser l'expression écrite et orale des enfants
- Mettre les enfants en situation de travailler en groupe
- Initier les enfants aux techniques de photographie
- Permettre à des enfants de s'approprier les droits humains

Durée du projet

2 jours par semaine pendant 2 heures consécutives sur un laps de temps de 3 mois (48 heures).

Liste du matériel

- ▶ Petits appareils photos (compact)
- ▶ Papier / stylo
- ▶ Bandes dessinées et romans-photos pour exemple
- ▶ Costumes et accessoires pour les prises de vue
- ▶ Intervenant-e-s (idéalement 3 à 4 adultes pour 1 classe de 30 élèves)
- ▶ 1 éducateur / professeur responsable de la classe
- ▶ 2 photographes professionnels
- ▶ 2 animateurs pour accompagner le-la responsable
- ▶ 1 spécialiste en droits humains
- ▶ 1 professeur/e d'éducation civique

Faire un plan de travail pour chaque séance, cela facilitera beaucoup l'organisation.

1 sensibiliser aux droits humains

Prévoir 4 à 6 leçons : Cours d'introduction interactif aux droits humains par 1 spécialiste ou 1 professeur-e de droits civiques qui privilégiera les mises en situations pour que cela soit plus ludique et concret.

Raconter aux enfants l'histoire de la déclaration universelle des droits humains, lire les 30 articles et comprendre leur importance et leur interconnexion.

Par exemple en partant de la compréhension actuelle des droits par les enfants, pour ensuite les amener à comprendre les valeurs et droits contenus par la Déclaration universelle des droits humains.

2 créer et écrire des histoires

Prévoir 4 à 6 ateliers

En classe avec les animateurs-trices / éducateurs-trices / professeur-e-s

Rôle des intervenants :

1. Créer des groupes de 3 à 4 enfants maximum.
2. Partager les articles dans les groupes. La personne responsable choisit les articles pour chaque groupe, 1 à 3 article(s) par groupe maximum.
3. Dans chaque groupe: vérifier que les mots soient bien définis et compris par les enfants en leur demandant de faire par oral une petite présentation de leurs articles pour le reste de la classe.
4. Passer du temps avec les enfants pour les aider à orienter les histoires en vérifiant bien qu'il n'y ait pas de clichés, de stéréotypes, d'inclusions, de contradictions ou des histoires trop farfelues. Partir des témoignages des enfants ne doit pas nous amener à reproduire les histoires telles quelles dans un souci de « véracité » face à leur vécu. L'idée de ces histoires est de pouvoir mettre en perspective des valeurs et droits qui très souvent ne sont pas respectés et ne sont donc pas reflétés par les histoires rapportées.

Rôle des enfants:

Chaque groupe peut choisir un ou plusieurs termes qui l'interpelle dans son article. Les élèves commencent à imaginer et à rédiger des histoires (vécues ou fictions selon ce que vous décidez) autour de ces termes-là, soit en français, soit en créole, tout en vérifiant qu'il y ait plus ou moins un équilibre avec les 2 langues.

NB : Pour ce roman-photo, les articles de la déclaration universelle des droits humains ont été choisis par les responsables en priorité en fonction des réalités haïtiennes et de ceux qui étaient plus visuels et réalisables en photo. Dans certains cas, deux articles ont été regroupés dans une même histoire. Pour une question de temps, nous avons été obligés de choisir 12 articles parmi les 30 de la déclaration universelle des droits humains, que nous avons illustrés en 9 histoires.

3 vérifier la crédibilité des histoires

Il s'agit d'une étape indispensable qui donnera plus de crédibilité à votre démarche.

Une fois que toutes les histoires sont finies, faire vérifier le sens et la forme par un/e spécialiste des droits humains y compris les dialogues et les mises en contexte qui figureront dans les cases du roman-photo.

4 se familiariser avec l'art du roman-photo

Prévoir 1 atelier

Les intervenant-e-s choisissent quelques bandes dessinées et romans-photos afin de voir et comparer plusieurs styles, discuter autour des différents exemples par rapport à la thématique qui va être travaillée.

Suite →

5 répartir les rôles

Conditions indispensables

S'assurer de bien avoir les droits à l'image de tous les enfants participants à votre projet. Il s'agit d'un accord signé par les parents autorisant leur enfant à prendre des photographies et à figurer sur des photos.

Prévoir 2 ateliers en classe (avec la personne responsable du projet et si possible 1 photographe et/ou 1 animatrice/teur) : préparation de la prise de photo en classe.

- « Décider qui fait quoi » : quels personnages pour chaque histoire + définir les 4 à 6 élèves-photographes
- Repérer et choisir les lieux : autour et à l'intérieur de l'école (en classe / dans la cour / salle des profs / cafétéria / ...)
- Imaginer les accessoires / vêtements : des objets qu'ils ont chez eux.

S'assurer que chaque enfant de la classe sera tour à tour au moins une fois acteur et photographe dans les différentes scènes.

6 définir la trame de chaque histoire

Dessiner des cases par groupe pour imaginer le déroulé, la narration de l'histoire et les numéroter de 4 à 12 cases en fonction des besoins.

Faire attention aux redondances des scènes.

NB : Vérifier avec le responsable la possibilité de la réalisation et ce que l'on peut / veut montrer avec les enfants en photo.

Par exemple, on peut parler de la violence, l'évoquer, mais on ne la montre pas.

7 apprendre les bases de la photographie

Prévoir quelques 3 ateliers pour un cours de photographie basique avec 1 photographe professionnel.

Penser à obtenir des caméras de petites tailles (adaptées aux petites mains des enfants et faciles d'utilisation).

NB : Dans notre projet, le noir-blanc a été privilégié pour une question de coût et de qualité d'impression, d'homogénéité et de simplicité pour multiplier les exemplaires.

-Base de la photo (exposition, lumière, composition, ...).

-Exercice pratique (par exemple se photographier entre eux, photographier leur environnement).

Penser à vérifier les réglages de la caméra (mode automatique/portrait, sans flash, sans la date inscrite sur la photo, taille maximum, ...).

8 faire des prises de vues

Quelques 6 ateliers (pour 8-10 histoires) : prévoir au moins 2 photographes professionnels pour accompagner les enfants en plus de 1 à 2 animatrices/teurs.

En amont, le/la responsable de la classe vérifie que chaque enfant vienne avec ses accessoires. Et pour ce qui manque : fabrication maison, ou achat.

Au moment des prises de vue, penser à laisser de la place au dessus des têtes pour avoir l'espace de dessiner les bulles. De même, il faudra penser à l'orientation, l'expression des personnages qui parlent ou qui pensent dans les bulles.

Suivant le nombre de caméras à disposition : choisir 3 à 6 élèves (qui ne sont pas dans la scène à jouer) pour faire les photos et qui pourront tourner autour de la scène et faire différents plans sans gêner les autres. Ne pas zoomer avec la caméra mais plutôt se déplacer (car sinon on perd en qualité d'image).

Après chaque scène (case préparée en avance), 1 responsable / 1 photographe vérifie qu'il y ait bien plusieurs photos réussies pour éviter de refaire la scène par la suite (s'il fallait la refaire, être attentif à ce que tout soit raccord : vêtements, lumière, coiffures, etc.). S'assurer d'avoir des photos faites de façon horizontale / verticale / de près / de loin de la scène.

Éventuellement : 1 des photographes professionnel/les du projet peut toujours doubler les photos des enfants pour être sûr/e d'avoir la photo adéquate.

Une fois que toutes les photographies sont faites, le/la photographe récolte les cartes mémoires et fait la sélection des photos.

9 éditer le roman-photo

Mise en page du roman-photo par un/e graphiste.

Après la première version du graphiste, faire relire les histoires à plusieurs personnes afin d'être sûr qu'on comprenne bien la narration (« qui dit quoi » et la mise en contexte) et le sens général de l'histoire. Et supprimer les coquilles s'il y en a.

10 imprimer votre projet

Prévoir l'impression du roman-photo : format bande dessinée ou bien en affiche/panneau, selon la finalité de votre projet.

✓ Fin

Valérie Baeriswyl,
Mélissa Beralus et Andrise Pierre

Collège Les Oliviers, Delmas 75



**Classe 7ème Année
Fondamentale
2017—2018**



1^{ère} rangée, de gauche à droite :

Leica Tatianna CANDATE BEHRMANN • Ilaiel Yakim DOUCET • Adjani Olivier Alex OUTTEN • Mia Urielle LHERISSON • Aurélie LUBIN
Ashad Mertens DIMANCHE • Thalia Marie Solande BOUCHEREAU • Loick Emmanuel GOUSSE • Natalia BYAS • Rose Salomé THEARD

2^{ème} rangée, de gauche à droite :

Alianel Tehora DOUCET • Lynn-K AVIN • Mitchica Ketsia FRANCOIS • Yzadora JOSEPH • Matilda Maria • DANIELSON • Vanohra Chrissy
GASPARD
Anne Arielle Myrna Altagracia ELOI • Jugnica-Ann FERDINAND • Aurélie Harmine NARCISSE • Daniel BAPTISTE • Olguenky Guignard
MOISE

3^{ème} rangée, de gauche à droite :

Jean Alexandre CANDATE BEHRMANN • Reetchny Noah JEAN-LOUIS • Richard TURCOT • Tristan SALOMON • Isa Sybille Valentine JEAN
Chandy Brunael THEGU • Ayanna LALEAU • Réginald MAGLOIRE • Zavyer CARVONIS • Shaoul Karim ANTOINE

Grand Collège l'Humanisme, Tabarre



**Classe 8ème Année
Fondamentale
2018-2019**



1^{ère} rangée, de gauche à droite :

JACQUES Brayens • AUGUSTIN Oxane • CHARLES Nadege • CHERISME Crusita • VIAUD Joseph Berven • CAIDOR Jhennyka

2^{ème} rangée (en haut), de gauche à droite :

DOUCE Sana • ALEXIS Medjine • ANGÉ Minouche • LEGER Ridshy • DEGANG Widnerson • APPOLON Gamael • ALCIUS Dieunot •
SAINT FLEUR Steeve Eralsou • PIERRE TOUSSAINT Samir Colson Stephan

Déclaration universelle des droits humains

Le 10 décembre 1948, les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot (résolution 217 A (III)). Pour commémorer son adoption, la Journée des droits humains est célébrée chaque année le 10 décembre. Ce document fondateur - traduit dans plus de 500 langues différentes - continue d'être, pour chacun d'entre nous, une source d'inspiration pour promouvoir l'exercice universel des droits humains.

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme, Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec

l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Deklarasyon inivèsèl dwa moun

Ki adopte 10 desanm 1948 nan asanble jeneral Nasyonzi - Rezolisyon 217 A (III)

Entwodiksyon

Lè nou sonje ke desizyon rekonèt valè chak moun genyen nan li menm-menm kòm moun, desizyon rekonèt tout moun gen menm dwa egalego, dwa pèsonn pa ka wete nan men yo, desizyon sa a se veritab baz libète, veritab baz lajistis ak lapè sou tè a.

Lè nou sonje ke inyorans ak mepri dwa moun, konn lakòz divès move zak sovaj, zak ki revolte konsyans mezi moun sou tè a, san nou pa bliye ke, pi gwo espwa nou kòm moun, sèke yon jou va rive lè chak kretyen-vivan va gen libète lapawòl, libète pou li gen konviksyon pèsone l, yon jou lè tout moun va santi yo debarase ak lapèrèz ak lamizè sou tè a.

Lè nou sonje nesosite pou gen yon seri règleman ki pou pwoteje dwa moun sou tè a, dekwa pou lèzòm pa toujou santi yo oblije pran lèzam pou delivre tèt yo anba chèf k ap kraze brize ak moun k ap fè abi.

Lè nou sonje nesosite pou nou ankouraje tout nasyon tabli relasyon bon zanmitay antre yo.

Lè nou sonje ke nan batistè Nasyonzi an menm, pèp peyi manm yo te retounen deklare ankò, ke yo gen lafwa nan dwa fondanatal chak moun, lafwa nan diyite ak valè chak kretyen-vivan, lafwa nan dwa egalego pou ni fanm, ni gason.

Lè nou sonje ke tout peyi sa yo te pran pozisyon anfavè pwogrè sosyal sou tè a, epi yo te pran desizyon pou fè tout moun sou tè a jwenn plis libète ak pi bon kondisyon pou yo viv.

Lè nou sonje ke peyi manm yo te pran angajman, pou yo kole tèt ak Nasyonzi, pou fè respekte dwa moun ak libète ki endispansab yo, toutbon vre, toupatou sou tè a.

Lè nou sonje jan li enpòtan pou tout moun sòti dakò sou sa dwa ak libète sa yo vle di, pou yo ka asepte angajman sa a nan tout sans li.

Asanble Jeneral la pwoklame

Deklarasyon Dwa Moun sa a fèt pou sèvi tankou pi gwo espwa pou tout moun, nan tout nasyon sou tè a. Y ap eseye realize li, yon fason, dekwa pou tout kretyen-vivan, tout enstitisyon ki fè pati lasosyete, ka pran Deklarasyon sa a kòm gid, nan efò y ap fè, pou yo sèvi ak edikasyon kòm mwayen pou fè respekte dwa ak libète ki nan Deklarasyon sa a; nan efò y ap fè pou yo tabli bon jan règleman, pou soutni Deklarasyon sa a, ni lakay yo ni lòt kote. Règleman sa yo sipoze ranfòse, fè rekonèt epi fè aplike dwa ak libète ki nan Deklarasyon sa a, nan mitan popilasyon tout peyi manm Nasyonzi yo dabò epi nan mitan popilasyon tout teritwa ki sou kòmmanman yo.

Atik 1

Tout moun sou tè a fèt tou lib. Tout gen menm valè (nan je lasosyete), tout moun gen menm dwa devan Lalwa. Tout moun fèt ak yon bonsans, tout fèt ak yon konsyans epi youn fèt pou trete lòt tankou frè ak sè.

Atik 2

Chak grenn moun sou tè a fèt pou kapab benefisye libète ak dwa ki pwoklame nan Deklarasyon sila a, san okenn diferans, tankou diferans ki baze sou ras, sou koulè po, sou si se fanm oswa si se gason. Pa fèt pou gen okenn diferans ki baze ni sou lang, ni sou relijyon, ni sou opinyon politik oswa lòt fason sèten moun panse; ni pa dwe gen diferans ki baze sou nasyonlite moun, klas sosyal yo, richès yo, nan ki kondisyon paran yo te fè yo; ni sou okenn lòt rezonman nan jan sa a.

Pa fèt pou gen okenn diferans non plis, ki gen rapò ni ak sitiyasyon politik, ni ak kalite rapò relasyon diplomatik ki egziste ant peyi kote moun nan ye a ak peyi kote moun nan sòti a, kit se yon peyi oswa yon teritwa endepandan, kit li anba drapo yon lòt peyi, ki li gran moun lakay li, oswa t a gen kèk règleman ki limite pouvwa peyi sila a pou li pran desizyon poukont li.

Atik 3

Se dwa chak moun pou li chache mwayen pou konsève lavi li, konsève libète li epi pwoteje tèt li.

Atik 4

Pèsonn pa gen dwa fè okenn moun tounen esklav ni fòse okenn moun fè yon travay. Pa fèt pou gen ni esklavaj, ni komès esklav, kèlkeswa jan y ap fèt la.

Atik 5

Yo pa gen dwa bat okenn moun, ni fè li pase mizè, ni fè li sibi lòt kalite soufrans pou fè li pèdi kontwòl li oswa fè li sispann konsidere tèt li kom moun, fè li tounen zonbi.

Atik 6

Chak moun gen yon seri dwa Lalwa ba li. Dwa sila yo fèt pou respekte toupatou sou tè a.

Atik 7

Tout moun egalego devan Lalwa. Lalwa fèt pou bay tout moun menm pwoteksyon, san distenksyon. Lalwa fèt pou pwoteje tout moun menm jan, kont tout prejije ke deklarasyon sa a pa dakò ak yo epi tout pwovokasyon ki ka kreye kalite prejije sa yo tou.

Atik 8

Se dwa tout moun pou otorite lajistis nan peyi kote y ap viv la, ba yo bon jan konkou pou anpeche yo viktim move zak ki dozado ak dwa Konstitisyon oswa Lalwa peyi a ba yo Dwa sa yo pesonn pa sipoze wete nan men yo.

Atik 9

Yo pa gen dwa rete konsa pou yo arete yon moun, ni pou yo fèmen li nan prizon ni pou yo ekzile li san kòz.

Atik 10

Se dwa chak moun ki parèt devan lajistis, pou yo tandè kòz li menm jan ak pa tout lòt moun. Kòz chak moun fèt pou jije klè, san paspouki, devan yon tribinal ki pa nan patipri. Se tribinal sa a ki pou fè jijman sou dwa ak responsablite moun nan. Se tribinal la tou ki pou deside si lalwa rekonèt te gen ase kòz pou yo mennen moun nan devan lajistis.

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation.

Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Atik 11

Nenpòt ki moun yo ta akize pou move zak, yo dwe konsidere moun nan inosan, jiskaske Lalwa vini rekonèt li kòm koupab; oubyen apre yo fin tandè kòz la nan yon tribinal piblik. Tribinal sa a dwe bay moun nan tout mwayen pou li defann tèt li.

Yo pa fèt pou kondane okenn moun poutèt li te ajì yon fason ki pa bon si, lè moun nan t ap ajì a pat ko gen okenn Lwa nan peyi a, ni okenn Lwa entènasyonal ki te ko deklare moun nan pa gen dwa ajì fason sa a. Menm jan an tou, yo pa gen dwa bay okenn moun yon kondanasyon ki pi gwo pase sa Lalwa te fikse pou move zak la, lè moun nan t ap komèt li a.

Atik 12

Pèsonn pa fèt pou fouye nan lavi prive okenn lòt moun, nan zafè fanmi li, ni nan sa k ap pase andedan lakay li. Pèsonn pa gen dwa fouye nan lèt yon lòt moun ekri oswa lèt li resevwa, ni fè anyen ki ka dezonore moun nan oswa fè li pèdi repitasyon li. Chak moun gen dwa pou Lalwa ba li pwoteksyon kont zak fouyapòt ak medizan-malpalan sa yo.

Atik 13

Chak moun gen dwa pou li sikile lib epi pou li chwazi ki bò li vle abite nan peyi kote l'ap viv la.

Nenpòt ki moun fèt pou gen dwa pati kite nenpòt ki peyi, menm si se peyi pa li. Se dwa moun nan pou li retounen nan peyi li lè lide l di li.

Atik 14

1. Lè gen pèsekisyon, tout moun gen dwa chache refij nan anbasad oswa teritwa yon lòt peyi. Se dwa tout moun pou yo benefisye pwoteksyon sa a.

2. Dwa sa a pa valab si y'ap pouswiv moun nan pou yon krim Lalwa kondane, oswa pou kèk ajisman ki pa ale nan menm sans ak entansyon epi ak prensip Nasyonzini yo.

Atik 15

Se dwa chak kretyen-vivan pou li gen yon nasyonalite.

Pèsonn pa ka wete nasyonalite yon moun nan men li, ni retire dwa moun nan pou li chanje nasyonalite li.

Atik 16

Depi yon gason ak yon fi majè, kèlkeswa ras yo nasyonalite yo oswa relijyon yo, yo gen dwa marye epi fonde yon fanmi. De moun sa yo toujou egalego tout tan yo ansanm epi menm lè y ap kite.

Maryaj la pa sa fèt san se pa ak lib konsantman 2 moun ki pral marye yo.

Maryaj se asosiyasyon ki pi konsekan nan je lasosyete. Li fèt pou benefisye pwoteksyon lasosyete ak Leta.

Atik 17

Se dwa chak moun pou li genyen yon byen, swa poukont li swa nan tèt ansanm ak lòt moun.

Pèsonn pa ka rete konsa pou li deside wete byen yon moun nan men li.

Atik 18

Se dwa chak moun pou li gen fason panse pa li, konviksyon ak relijyon lide li di li. Ak dwa sa a, chak moun sipoze lib chanje relijyon jan li vle, ak konviksyon li tou. Chak moun sanse lib fè antrenman, fè pratik, fè sèvis ak seremoni pou manifeste relijyon oswa kwayans li. Li sanse lib fè tout bagay sa yo, swa poukont li swa nan yon gwoup, kit se devan tout piblik la, kit se yon kote apa.

Atik 19

Se dwa chak moun pou li gen fason panse pa li. Epi pou li gen dwa lapawòl. Sa vle di tou, dwa pou pesonn pa ba li pwoblèm poutèt jan li panse, epi li ka sèvi ak nenpòt kalite mwayen pou li mache chache, swa asepte, swa resevwa enfòmasyon epi simaye yo tribò-babò, ak tout kalite lide.

Atik 20

Tout moun lib fè reyinyon epi pran pa nan asosiyasyon san zam.

Yo pa gen dvwa oblije pèsonn vini manm okenn asosiyasyon .

Atik 21

Tout moun gen dwa patisipe nan direksyon zafè piblik peyi li. Gen 2 fason moun nan ka patisipe: swa li chache antre li menm nan yon administrasyon Leta; swa li pran pa nan yon eleksyon lib, pou chwazi moun ki pou dirije onon li.

Tout moun gen dwa chache yon djòb epi jwenn nan Leta san parenn, ni piston.

Se sou volonte pèp tout pouvwa ak otorite piblik repoze. Volonte sa a fèt pou manifeste nan eleksyon onèt, ki ta dwe fèt nan yon dat fiks, kote chak sitwayen gen libète vote nan sans li vle. Volonte pèp la gen dwa manifeste tou nan nenpòt lòt demach ki sanble ak eleksyon, kote chak sitwayen lib fè chwa ki nan gou li

Atik 22

Se dwa chak moun, kòm manm nan sosyete a, pou Leta ba li garanti sekirite sosyal, sa vle di, mwayen pou li satisfè tout bezwen ekonomik, sosyal ak kiltirèl ki endispensab pou li pa pèdi diyite li kòm moun epi pou devlope pèsonalite li alèz. Demach pou jwenn sekirite sosyal sa a gen dwa fèt avèk konkou ajans ki tabli nan yon peyi oswa avèk konkou kèk ajans entènasyonal, selon fòm òganizasyon ak resous chak peyi.

Atik 23

Chak moun gen dwa travay, dwa pou li deside ki travay li vle fè o li pa vle fè. Se dwa li pou li travay nan bon kondisyon ki pa kont enterè li epi ki pwoteje li.

Se dwa tout moun ki fè menm kalite ak menm kantite travay, pou yo touche menm salè, san paspouki.

Se dwa chak moun k ap travay pou li touche salè ki koresponn ak travay li ap fè a. Li fèt pou touche dekwa pou li menm ak tout fanmi li ka mennen yon vi respektab. Chak fwa gen posiblite yo fèt pou ta ajoute tout lòt mwayen pwoteksyon sosyal ki genyen sou salè sa a.

Tout moun gen dwa fè kolonn ak lòt moun pou fonde sendika oswa antre nan sendika ki la deja pou defann enterè yo.

Atik 24

Tout moun gen dwa pran repo epi jwenn tan pou li anmize li. Se dwa moun nan pou li pa travay depase limit epi pou li gen peryòd konje peye si li se yon anplwaye.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Atik 25

Se dwa chak moun pou li gen ase mwayen pou li bay tèt li ak fanmi li tout kalite swen nesèsè tankou manje, rad, lojman, swen medikal ak tout lòt sèvis sosyal ki nesèsè. Se dwa chak moun pou li gen yon api pou ka maladi, donmaj, lanmò mari oswa lanmò madanm, vyeyès, nenpòt lòt ka oswa sikonstans kalamite ki ta vin fè moun nan pèdi mwayen li te genyen pou li viv.

Se dwa fi k ap akouche ak ti bebe nan kouchèt pou yo jwenn asistans ak pwoteksyon espesyal. Tout ti moun, pitit lejitim kou pitit deyò, fèt pou benefisye menm pwoteksyon an.

Atik 26

Se dwa tout moun pou y'al lekòl. Lekòl leta fèt pou gratis sitou lekòl elemantè ak lekòl fondamantal. Lekòl elemantè fèt pou obligatwa. Lekòl teknik ak lekòl pwofesyonèl fèt pou alapòte tout moun. Epi posiblite antre nan inivèsite ta dwe egziste pou tout moun, selon kapasite etid yo.

Edikasyon fèt pou vize devlopman pèsonalite moun epi ranfòse respè Dwa Moun ak libète ki endispansab yo. Li fèt pou fasilite antant, tolerans ak zanmitay fleri nan mitan tout peyi, tout kalite ras moun tout kalite relijyon. Edikasyon fèt pou ede Nasyonzini travay pou mentni lapè sou tè a.

Manman ak papa se premye moun ki gen dwa deside ki kalite edikasyon yo ta renmen pitit yo resevwa.

Atik 27

Se dwa chak moun pou li deside pran pa nan aktivite kiltirèl kominote a, jwi nan sa atis ak atisan ka ofri. Se dwa li tou, pou li patisipe nan pwogrè lasyans, ap fè epi pou li benefisye tou nan avantaj aktivite sa yo pote.

Chak moun gen dwa defann enterè lalwa rekonèt li genyen ak lòt avantaj vizib ki sòti nan nenpòt ki aktivite lasyans osinon travay atis ak intelektual k ap ekri liv.

Atik 28

Se dwa chak moun pou li fè presyon sou lasosyete, ni nan peyi li, ni nan lòt peyi, pou lasosyete ranje zafè yo yon fason, dekwa pou dwa ak libète y ap pale non Deklarasyon Dwa Moun sa a, ka reyalize tout bon vre.

Atik 29

Chak kretyen-vivan gen yon seri obligasyon anvè kominote kote li ap viv la. Paske kominote a se sèl kote li kapab alèz pou li devlope pèsonalite li tout bon vre.

Lè yon moun ap egzèse dwa ak libète li, li pa fèt pou gen lòt limit ke sa Lalwa fikse, pou anpeche moun nan pilonnen dwa lòt moun epi pou fè li obeyi tout prensip ki la pou fè respekte Lalwa, respekte lòd piblik epi respekte byennèz lòt moun nan yon sosyete kote yo pratike demokrasi.

Kelkeswa sikonstans ki ta prezante, dwa ak libète sa yo pa ka sèvi pou fè anyen ki an dezakò ak vizyon epi ak prensip Nasyonzini yo.

Atik 30

Pa gen youn nan dispozisyon ki nan Deklarasyon sa a, yo ka bayon sans ki pou ta otorizè yon nasyon, yon gwoup moun, oswa yon endividi mennen yon aktivite oswa komèt yon zak k ap chache detwi dwa ak libète ki nan Deklarasyon sila a.



Les Droits Humains racontés aux enfants : roman-photo

Le roman-photo est peu ou pas connu des jeunes générations en Haïti. Pour beaucoup, le monde du numérique est bien plus familier, plus attrayant. C'est donc un singulier pari que de choisir ce genre particulier pour initier des adolescent.e.s aux Droits Humains.

Par le truchement des trente articles de la Déclaration universelle des droits de la personne, des écolières et écoliers ont entrepris un voyage citoyen : visite guidée de la Déclaration universelle des droits de la personne appliquée à leur société ; discussions autour de situations mettant à mal les droits humains des enfants ; construction collective de narrations; animation d'une diversité de personnages. Le tout porté par la sobriété de photos en noir et blanc qui donnent vie aux textes et aux personnages.

Danièle Magloire

